

## Les principaux défis de défense et de sécurité du nouveau quinquennat.

Alors que depuis plus de trente ans, le budget de défense était sans cesse revu à la baisse, force est de constater que le contexte géopolitique de ces derniers mois a changé la donne. Depuis une dizaine d'années, on déplore une accélération des crises régionales, accompagnée d'une forte montée du terrorisme qui jusqu'alors, n'était que marginalement reconnue. Avec des acteurs tels que AQMI, Al-Qaeda, Al Mourabitoune et Daesh, cette réalité sécuritaire s'est développée jusqu'à menacer directement le territoire national.

Suite aux attentats de janvier 2015, la loi de programmation militaire (LPM 2014-2019) a été actualisée au mois de juillet de la même année, en vue d'augmenter le budget de défense de 600 millions d'euros. En décembre dernier, le Chef d'Etat-Major des Armées (CEMA), le général Pierre de Villiers avait lancé un appel en faveur d'un budget de défense à 2% du PIB, et ce dès 2022. D'ailleurs, les candidats à l'élection présidentielle ont placé cette question au centre du débat.

D'un point de vue stratégique, il semblait en effet compliqué, voire risqué, de plaider en

faveur d'une baisse des dépenses de défense et de sécurité, tant les besoins et menaces sont considérables.

D'une part, les forces françaises sont d'ores-et-déjà engagées sur divers théâtres d'opérations à l'international. D'autre part, la France doit faire face à la menace terroriste tant sur le territoire national que dans l'espace européen. Ces engagements multiples sont alors autant de facteurs qui justifient une hausse des moyens dédiés à la Défense. Le caractère pérenne de ces menaces implique, de surcroît, l'inscription durable de cet effort dans le temps afin de sanctuariser les intérêts français à long terme.

Ainsi, les questions budgétaires de sécurité et de défense seront au centre des préoccupations du mandat du nouveau Président de la République, Emmanuel Macron. Sans budget suffisant, aucune des priorités actuelles ne pourra être traitée. En voici un état des lieux.

### L'état d'urgence

Instaurée après les attaques de novembre 2015 et reconduite à plusieurs reprises, cette mesure exceptionnelle qui offre aux autorités administratives des pouvoirs élargis devrait au moins couvrir la période des élections législatives, et pourrait être prolongée, après évaluation de sa nécessité.

### L'après « Sentinelle »

Actuellement constituée de 10 000 hommes (dont 3000 réservistes) répartis sur le territoire français et justifiée par l'urgence de la situation suite aux attentats de 2015, l'opération sentinelle tranche avec les précédentes expériences d'emploi des forces terrestres. En effet, c'est la première fois, depuis la fin de la Guerre Froide, que la France engage un plus grand nombre de troupes sur le territoire national que dans les opérations extérieures. Cette forte mobilisation engendre des défis de taille : l'évolution du cadre juridique, la fatigue des unités engagées, la coopération civilo-militaire, le manque de formation etc... Alors que les soldats de Sentinelle ont été pris pour cible à huit reprises depuis 2015, certains se préoccupent de la réelle capacité de dissuasion de ces patrouilles. Dès lors, la question de la pertinence d'une telle opération sur le long terme se pose.

L'un des défis majeurs de Monsieur Macron sera de favoriser une transition en douceur de l'après-sentinelle, notamment grâce à la Garde nationale<sup>1</sup>, outil de cohésion et de renforcement du lien entre la nation et les armées.

---

<sup>1</sup> Créée en octobre 2016, son objectif est de réunir 85 000 hommes en 2018, qu'ils soient réservistes du ministère de la Défense, de la Gendarmerie nationale ou de la Police nationale.

## L'importance de la recherche stratégique

Pour assurer son statut de grande puissance, la France ne doit pas négliger la recherche stratégique. Bien que des efforts aient été entrepris lors des cinq dernières années, il faudra affirmer cette tendance en adoptant une approche interministérielle, c'est-à-dire en favorisant la collaboration entre le ministère des Armées et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. La France n'a en effet pas de tradition d'études sur la guerre (*War Studies*), comme c'est le cas dans les pays anglophones.

## Le renouvellement des forces nucléaires

Alors que les capacités nucléaires chinoises et russes montrent une croissance verticale (spécialisation) ou horizontale (numéraire) accélérée, la supériorité technologique des pays occidentaux a tendance à diminuer. C'est la raison pour laquelle la France a souhaité renouveler ses composantes de dissuasion. L'un des enjeux majeurs des cinq années à venir sera donc de poursuivre cette action de renouvellement en maîtrisant le budget alloué à cette cause. Selon un rapport parlementaire, le coût annuel de dissuasion serait susceptible de passer de 3,5 milliards d'euros en 2016 à environ 6 milliards en 2025.

Si cet investissement justifierait à lui seul une hausse du budget de défense, il devra néanmoins se faire sans négliger les autres besoins des forces conventionnelles.

Par ailleurs, il faudra faire face à un contexte particulier puisque le mouvement de « l'Initiative humanitaire » qui plaide en faveur du désarmement nucléaire, est en pleine expansion. L'enjeu sera de convaincre de la nécessité des armes nucléaires comme élément de dissuasion, et donc de sécurité.

## L'unité européenne

Argument prédominant de la campagne d'Emmanuel Macron, cette unité régionale se dresse en défi majeur du quinquennat à venir. Toute la difficulté réside dans la gestion du *brexit* et la coopération avec les autres nations. La sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni devrait renforcer le couple franco-allemand<sup>2</sup> (Emmanuel Macron a d'ailleurs rendu sa première visite officielle à l'étranger à Berlin, le premier jour de son mandat), ainsi que la coopération avec l'Italie, qui devient la troisième puissance européenne, et s'engage dans la gestion de plusieurs dossiers de défense et de sécurité importants<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Outre Rhin, le budget de défense a déjà été fortement augmenté en l'espace d'un an.

<sup>3</sup> La question des migrants, la lutte anti-terroriste, le projet d'eurodrone...

Par ailleurs, la remise en question de l'OTAN replace au centre des discussions la question d'une défense européenne capable de faire face à la multiplication des menaces et à la possible réorganisation des alliances internationales.

## La stratégie offensive russe

Depuis 2014, Moscou se retrouve au cœur des préoccupations par son réarmement et le désir de retrouver sa grandeur grâce à la puissance de ses forces armées. Par ses démonstrations d'intimidation, son déni d'accès<sup>4</sup> en Syrie et ses capacités de projection multiple, la Russie inquiète et déstabilise l'unité déjà fragile au sein de l'OTAN.

### La menace russe s'insère également dans un spectre plus général :

Outre les démonstrations de force, il y a également les stratégies d'influence, les intimidations, la déstabilisation d'élections, la propagation de fausses informations etc...

---

<sup>4</sup> Cette action consiste à déployer des unités pour entraver l'intervention des forces alliées pour protéger ou défendre un territoire attaqué.

## La stabilité de la zone Sahélienne

Le nouveau Président hérite de plusieurs théâtres d'opérations extérieures. La plus massive est l'opération Barkhane<sup>5</sup> dans la bande sahélienne, particulièrement au Mali où Emmanuel Macron vient de faire son premier déplacement sur un théâtre de conflit. Alors que l'opération Serval avait été lancée il y a quatre ans, et malgré son succès, la stabilité dans la région demeure fragile. En témoigne l'attentat très meurtrier (77 morts) perpétré à Gao en janvier dernier. De plus, force est de constater que la MINUSMA<sup>6</sup> manque cruellement de moyens et que son personnel a été la cible de nombreuses attaques. Dès lors, on note l'importance de l'engagement de la France dans la région sahélienne par l'opération Barkhane, qui est un véritable défi dans la lutte contre le terrorisme et sa propagation.

## Le conflit syrien

La reprise négociée d'Alep par le régime de Bachar Al-Assad au moment même où Daesh s'emparait du site de Palmyre est l'illustration de la stratégie diplomatique imposée par la Russie à la communauté

---

<sup>5</sup> L'opération Barkhane fait suite aux opérations Serval au Mali et Epervier au Tchad, avec pour objectif de lutter contre le terrorisme dans la bande sahélienne.

<sup>6</sup> Mission multidimensionnelle intégrée des nations unies pour la stabilisation au Mali.

internationale pour justifier la nécessité de maintien du régime.

La situation actuelle résiderait, aux yeux de Moscou, dans le choix entre Assad ou l'organisation Etat Islamique. Suivant cette lecture, les forces russes ciblent l'opposition au régime qui tend à se retirer vers l'intérieur du pays. L'enjeu actuel est alors d'empêcher la radicalisation de cette opposition et de stopper les mutations de Daesh.

## L'intérêt nouveau dans la zone pacifique

L'accélération de la puissance chinoise inquiète ses voisins, surtout depuis que Trump reste vague quant à l'avenir du « pivot asiatique », rendant l'implication dans cette région imprévisible. C'est la raison pour laquelle les pays voisins se sont tournés vers la France, rappelant « *un nouvel engagement pour la France dans la sécurité de la région Asie/Pacifique* » annoncé par Le Drian il y a cinq ans. Cette annonce s'était faite après la vérification d'intérêts stratégiques dans la région, grâce au dynamisme économique de la zone, la part importante du trafic maritime passant par la mer de Chine et la permanence militaire<sup>7</sup> assurée par la France dans les océans Pacifique et Indien.

---

<sup>7</sup> 85% de la zone économique exclusive de la France est située dans les océans Indien et Pacifique.

Sur l'ensemble de ces dossiers, le Président et sa ministre des Armées, l'europhile Sylvie Goulard, auront la chance de compter sur l'expertise du ministre des Affaires Étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui a tenu les rênes du ministère de la Défense durant le précédent quinquennat. Ce dernier connaît les rouages de l'armée et des opérations extérieures sur le bout des doigts. Mais ne perdons pas de vue que les opérations extérieures, et la protection du territoire national sont aussi un enjeu financier.

En définitive, il faut à la France la capacité entière d'agir et cela passe par une modernisation des armées, avec une dissuasion à la pointe de la technologie et un renouvellement des forces stratégiques. Cette modernisation qui ne peut être mise en œuvre aujourd'hui pour raisons budgétaires doit être réalisable à terme. Un effort doit également être effectué au niveau conventionnel, avec les remplacements d'équipements de la Marine, de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air, des forces spéciales ainsi que la mise en route des matériels attendus.

**Paula Cohu.**